

page 23

Chapitre 8 : Les banques islamiques en Asie du sud-est

Xavier OUDIN, *Chercheur de l'ORSTOM (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération), Université Chulalongkorn, Bangkok.*

8.1. INTRODUCTION

Les Musulmans forment la moitié de la population d'Asie du sud-est. La très grosse majorité d'entre eux est concentrée sur les côtes et les îles qui bordent les grands détroits : détroit de Malacca, détroit de la Sonde, détroit de Macassar... Ce sont les grandes voies de passage entre l'Océan indien et la mer de Chine, voies par lesquels l'Islam pénétra la région il y a plus d'un millénaire. De nos jours, les Musulmans sont majoritaires dans trois pays d'Asie du sud-est : l'Indonésie, la Malaisie et Brunei. Il y a des minorités musulmanes dans tous les autres pays de la région, mais elles ne dépassent jamais 10 % de la population.

La présence musulmane est très ancienne, mais elle resta pendant plusieurs siècles discrète et confinée aux ports et aux cours des princes de la région. Il ne semble pas qu'il y ait eu d'islamisation à proprement parler de populations d'Asie du sud-est avant la fin du XIII^e siècle, et ce n'est qu'au XV^e siècle qu'apparaissent les premières entités politiques musulmanes, autour du détroit de Malacca. Plusieurs sultanats apparaissent en Malaisie, à Sumatra, dans l'Ouest de Java et aux Moluques. Mais très vite, ces États sont en butte à l'agression européenne. À partir du XVII^e siècle, ce sont les puissances européennes qui vont affermir leur domination. L'Islam commence alors à se répandre dans la population des régions insulaires et péninsulaires, à de notables exceptions près, mais perd peu à peu toute expression politique.

Avec les indépendances, l'Islam retrouve une expression politique, notamment par l'intermédiaire de partis qui prennent part au mouvement d'émancipation, en Malaisie et en Indonésie. Ces partis évoluent cependant dans un environnement politique ou idéologique peu favorable, soit parce que l'Islam n'est la religion que d'une partie de la population (Malaisie) soit parce que les courants laïcs sont puissants (Indonésie).

C'est donc dans un contexte très différent de celui des pays arabes que l'idée d'appliquer les principes de l'Islam dans le domaine économique et financier va se développer. Dans le domaine financier et bancaire en particulier, ce sont les expériences d'autres pays musulmans (Égypte, Pakistan) qui vont susciter une attention grandissante de la part des intellectuels musulmans. Il faut attendre 1983 pour voir apparaître la première banque islamique en Asie du sud-est, en Malaisie, et ce n'est que tout récemment que cet exemple a été suivi en Indonésie.

ORSTOM Documentation



010004803

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: Bx 4803 Ex: 1

8.2. L'ISLAM ET LES FINANCES ISLAMIQUES EN ASIE DU SUD-EST

8.2.1. La pénétration de l'Islam en Asie du sud-est

La présence de marchands musulmans est attestée en Asie du sud-est dès les débuts de l'Islam. Des « marchands » arabes pillèrent Canton en Chine en 758. En réalité, le commerce entre la Chine et le Moyen-Orient est antérieur à la propagation de l'Islam, mais il ne fait pas de doute que le développement de la nouvelle foi a donné un coup de fouet aux échanges entre les deux régions. À partir du VIII^e siècle, les historiens notent la présence de Musulmans dans tous les États de la région, de la Birmanie jusqu'à la Chine. Naturellement, c'est dans les régions côtières que cette présence est la plus marquée, notamment dans les détroits, mais les grands centres politiques de l'époque ont des minorités musulmanes parfois fort actives. Ainsi, l'influence musulmane se fait sentir dans le royaume de Champa, au centre Viet-Nam, au XI^e siècle, et même dans le royaume Khmer qui connut brièvement un gouvernement musulman. Ce sera aussi le cas à Ayutthaya, capitale du Siam bouddhiste, à partir du XV^e siècle. À Java, la présence musulmane est plus discrète, puisque l'île se trouve à l'écart de la route de la Chine et que le commerce javanais est aux mains des excellents marins de l'île.

À partir du XIII^e siècle, le commerce entre l'Asie du sud-est, l'Inde et le Moyen-Orient est dominé par les marchands musulmans. Ils sont présents dans tous les ports jusqu'en Chine et dans l'archipel indonésien, et occupent souvent des fonctions commerciales importantes, notamment l'administration des ports et du commerce. Ils sont entourés de religieux qui sont en contact avec les élites locales.

L'islamisation des populations commence dans le courant du XIII^e siècle au Nord de Sumatra. Perlak, visitée en 1292 par Marco Polo qui y note la présence de très nombreux musulmans, et Samudra sont les plus anciennes cités musulmanes de la région. Ce n'est qu'au XV^e siècle que l'Islam trouve une expression politique dans la région. Le premier véritable État musulman est le sultanat de Malacca, islamisé vers le milieu du XV^e siècle, bien que certains de ces dirigeants aient embrassé la religion musulmane auparavant¹. La fortune de Malacca vient de son rôle comme port de relâche entre l'Inde et la Chine. Il semble d'ailleurs que la conversion du Gujarat indien à l'Islam ait favorisé l'expansion de l'Islam dans la péninsule malaise dès le XIII^e siècle. En effet, Malacca est avec Cambay au Gujarat la principale étape sur la route entre le Moyen-Orient et la Chine, et les échanges entre les deux cités sont importants².

Malacca, soutenu par la Chine, repousse les ambitions siamoises vers le nord, et les principautés de la péninsule, dégagées de la tutelle du Siam, s'islamisent dans le courant du XV^e siècle. Mais la commerçante Malacca ne prend pas la tête d'une Djihad — elle se considère comme protégée de la Chine — et l'expansion de l'Islam est lente. Quand les Portugais prennent Malacca en 1511, il n'y a guère que quelques principautés de la péninsule malaise et du nord de Sumatra qui soient musulmanes. Le pouvoir politique des Musulmans s'affirme dans la région à la suite de la chute de Malacca. Les cités musulmanes récupèrent une partie du commerce qui avait fait la fortune de Malacca (qu'elles cherchent à reprendre à plusieurs reprises), et au début du XVI^e siècle, les Musulmans (c'est-à-dire les cités commerçantes des détroits) contrôlent presque toute la côte malaise, sumatranaise et javanaise (à Java, une fédération des villes côtières musulmanes étend sa domination sur une partie

1. Il y a eu de petites principautés musulmanes auparavant, dans le nord de Sumatra. Le premier État musulman dans la région serait le sultanat de Sumadera Pasei, au début du XIV^e siècle.

2. Voir D.G.E. Hall (1981, chapitre 10).

de l'île en 1:
importante),
terres intérie

Plus qu'a
relayés par l
études islam
tanat d'Aceh
européenne :

Après la c
sion de l'Isl
l'Islam sont
la paysanner
prennent le c
l'île). C'est c
sie, les Angl
Wellesley et
sultans.

Les mou
pendance. D
cependant ét
nature séculi
pays. En Th
opposition a
sont interven
satisfaites.

L'islamisé
fusion des ic
mise en prat
cours, et la s

8.2.2. L'Isl

Trois Éta
tion de Mal
musulmanes
conscriptior
manes. Il ex
mans sont d
d'origine bi
les grandes
l'Indochine
tique.

3. La Fédération
britanniques (St
participer. Sing
pour désigner c
Malaysiens dési
sente également
nom de Malaisi

de l'île en 1514), ainsi qu'une partie de Bornéo (Brunei devient une place commerciale importante), de Sulawesi (Célèbes), des Moluques et de Mindanao aux Philippines. Les terres intérieures sont par contre peu ou pas du tout islamisées.

Plus qu'aux campagnes militaires, l'expansion de l'Islam est due au zèle des marchands relayés par les intellectuels musulmans. En effet, de Malacca maintenant portugaise, les études islamiques se sont déplacées vers le nord de Sumatra, particulièrement dans le sultanat d'Aceh. De brillantes écoles coraniques se développent alors et la nouvelle menace européenne a probablement favorisé le zèle des religieux musulmans.

Après la colonisation, alors que les Musulmans ont perdu le contrôle des mers, l'expansion de l'Islam se poursuit, mais de façon intensive plutôt qu'extensive. Les contours de l'Islam sont en effet tracés aux débuts de la colonisation hollandaise et anglaise. Par contre, la paysannerie de Java par exemple est encore fort peu islamisée lorsque les Hollandais prennent le contrôle de l'île, en 1597 (il existe encore des États hindouistes dans l'est de l'île). C'est donc un processus qui va se poursuivre pendant la période coloniale. En Malaisie, les Anglais conservent les sultanats et exercent un protectorat (sauf à Penang, Malacca, Wellesley et Singapour qui sont des colonies) qui laissent les affaires locales aux mains des sultans.

Les mouvements islamiques ont en Indonésie et en Malaisie épousé la cause de l'indépendance. Dans les deux pays, des partis se réclamant de l'Islam ont été constitués. Ils ont cependant été amenés à faire des compromis avec les partis « laïcs », principalement sur la nature séculière de l'État, et cela est encore aujourd'hui l'objet de vifs débats dans les deux pays. En Thaïlande et aux Philippines, les mouvements islamiques ont pris le parti d'une opposition armée, plus radicale dans le second pays. Récemment, des accords politiques sont intervenus, mais les revendications des minorités musulmanes ne sont pas pleinement satisfaites.

L'islamisation de l'Asie du sud-est est donc un phénomène relativement récent. La diffusion des idéaux de l'Islam, les revendications politiques des partis islamiques, et enfin la mise en pratique des principes islamiques dans la sphère économique sont des processus en cours, et la situation de l'Islam dans les pays d'Asie du sud-est est en pleine évolution.

8.2.2. L'Islam dans les États contemporains d'Asie du sud-est

Trois États d'Asie du sud-est sont majoritairement musulmans : l'Indonésie, la Fédération de Malaisie³ et le Sultanat de Brunei. Dans les autres États, il existe des minorités musulmanes. En Thaïlande et aux Philippines, les Musulmans sont majoritaires dans les circonscriptions administratives où ils vivent, qui sont des régions traditionnellement musulmanes. Il existe aussi des minorités musulmanes dans les capitales. En Birmanie, les Musulmans sont d'origine indienne en majorité (Kala-Pathis, opposés aux Zerbadis, Musulmans d'origine birmane), et sont régulièrement opprimés par les autorités. Ils sont regroupés dans les grandes villes du pays ainsi que le long de la frontière du Bangladesh. Dans les pays de l'Indochine, les communautés musulmanes sont peu nombreuses et n'ont aucun poids politique.

3. La Fédération de Malaisie a été constituée en 1964 des douze États de Malaisie péninsulaire sous protectorat ou colonies britanniques (*Straight Settlements*) et des possessions britanniques de Nord Bornéo, à l'exception de Brunei qui a refusé d'y participer. Singapour se retire de la fédération en 1965. Certains auteurs français préfèrent utiliser le terme anglais *Malaysia* pour désigner cette entité politique, la Malaisie se référant à l'aire d'habitat des Malais, dans la péninsule. De même, les Malaisiens désignent tous les habitants de la Fédération, tandis que les Malais désignent les habitants d'ethnie malaise (présente également en dehors de Malaisie). Nous avons conservé ce distinguo en ce qui concerne les habitants, mais utilisons le nom de Malaisie aussi bien pour le pays actuel que pour ses antécédents historiques, car cela ne provoque aucune ambiguïté.

Tableau 1 : Proportion de Musulmans dans différents pays d'Asie du sud-est

Pays	Pop. totale (millions d'hab.)	% Musulmans	Pop. musulmane (millions d'hab.)
Birmanie	40	4 %	1,6
Thaïlande	56	4 %	2,2
Malaisie	18	55 %	10
Singapour	3	16 %	0,4
Indonésie	180	87 %	157
Philippines	55	9 %	5

Sources : Farouk Omar, sauf Indonésie (recensement de la population) ; voir texte.

Ces données sont d'ailleurs imprécises, et l'on trouvera des divergences selon les sources. Par exemple, en ce qui concerne l'Indonésie, une différence de 3 % (soit 5 millions et demi de personnes !) se retrouve entre le recensement de la population (utilisé ici) et l'article de Omar Farouk⁴. La donnée la plus sensible est certainement celle du nombre de musulmans en Malaisie. Ils forment un peu plus de la moitié de la population, et leur nombre augmenterait en raison d'une croissance démographique plus importante chez les Malais, majoritairement musulmans. Il y a une politique nataliste en faveur de ce groupe en Malaisie, alors que les autres États de la région ont tendance à promouvoir le planning familial. À Brunei, dont la population est de 200 000 habitants, l'Islam est religion d'État, mais il existe une minorité chinoise non musulmane. Il faut noter enfin que la religion n'est pas demandée dans les recensements des pays d'Indochine, si bien qu'on ne peut proposer d'estimation du nombre de musulmans. Les communautés musulmanes du Cambodge et du Viet-Nam, étudiées autrefois par les anthropologues, sont numériquement peu nombreuses, et on ne sait guère quelle est leur position à l'heure actuelle.

Malgré ces incertitudes, il apparaît clairement que les Musulmans d'Indonésie forment l'énorme majorité des Musulmans d'Asie du sud-est (près de 160 millions de musulmans, alors qu'on n'en trouve guère plus de 20 millions dans tout le reste de l'Asie du sud-est).

8.2.3. Les institutions financières islamiques en Asie du sud-est

Les institutions financières islamiques sont encore peu développées en Asie, et restent dans l'ensemble marginales alors que la région est en pleine croissance. C'est en Malaisie que les expériences dans ce domaine sont les plus avancées, et pour cette raison, nous étudierons plus à fond les institutions financières islamiques de ce pays dans la partie suivante. Nous passerons en revue les autres pays dans un premier temps.

■ La prudence indonésienne

Jusqu'en 1992, alors que l'Indonésie se proclame le plus grand pays musulman de la planète (bien que ce soit probablement l'Inde), la question se posait de savoir pourquoi il n'y avait aucune institution islamique de crédit. Les débuts timides de la Bank Islam Indonesia l'année dernière ne retirent cependant pas d'intérêt à cette question que nous examinerons en premier lieu.

4. Farouk Omar, in Ariff Mohamed (1988). L'auteur utilise des sources diverses. Les recensements de population en Indonésie et en Thaïlande donnent des estimations légèrement inférieures.

L'Indonésie, l'islamisme dans sa c 1945 (Pancasila). supposé répondre Pancasila a été re de parler d'État l insuffisance de la il n'y a pas eu de savoir que les m l'Islam dans la c

Les principes nésiens avant l'i plusieurs articles: que tel, mais par tion propre. Les justifié l'intérêt l'indépendance, nalisées. Cette j quée dans les c boom pétrolier, (y compris les a dépendants des

Les controver que l'on retrouv élevé et que so de crédit nation loppement du : pratiques usura chent bien. Ma

En 1988, le tions sur les b années de surc que l'on assist dispensaient à sait alors la ce

Ce n'est qu banque islami tion. Elle bénédit bien l'éve ner de sa polit a satisfait une n'effraient ph peut supposer produits ou s

5. D'après M. Dav à cet auteur dans

LES FINANCES ISLAMIQUES EN ASIE DU SUD-EST

L'Indonésie, bien que majoritairement musulmane, n'a pas inscrit les principes islamiques dans sa constitution. Dans les cinq principes mis en place par les nationalistes en 1945 (Pancasila), il en est un qui est la croyance en un seul Dieu tout puissant, ce qui est supposé répondre aux aspirations des différentes religions professées dans l'archipel. Le Pancasila a été repris par le régime actuel, et la référence religieuse qu'il comprend interdit de parler d'État laïc. Toutefois, les partis islamiques ont violemment protesté contre cette insuffisance de la référence aux principes religieux. C'est un long débat en Indonésie, mais il n'y a pas eu de changement majeur dans les principes qui guidaient Soekarno en 1945, à savoir que les minorités religieuses ne se sentent pas exclues par une référence explicite à l'Islam dans la constitution.

Les principes islamiques de la finance furent discutés dans le mouvement national indonésien avant l'indépendance. Mohammed Hatta, l'un des pères de l'indépendance, écrit plusieurs articles à ce sujet dès les années quarante. Il condamne l'intérêt, non pas en tant que tel, mais parce qu'il s'agit d'un revenu confisqué par des personnes pour leur satisfaction propre. Les revenus de l'intérêt, écrit-il, devraient servir la collectivité⁵. Ainsi se trouve justifié l'intérêt bancaire, si les banques n'appartiennent pas à un petit groupe. De fait, après l'indépendance, le secteur bancaire indonésien est largement dominé par des banques nationalisées. Cette préoccupation sur les principes financiers visait surtout l'usure, très pratiquée dans les campagnes indonésiennes. Depuis l'indépendance, mais surtout depuis le boom pétrolier, les banques populaires et organismes de crédit pour les petits entrepreneurs (y compris les agriculteurs) ont connu un fort développement, ce qui rend les paysans moins dépendants des prêteurs.

Les controverses entre *ulémas* n'en n'ont pas moins continué. Ce qui est frappant, c'est que l'on retrouve un courant qui justifie l'intérêt, à la double condition qu'il ne soit pas trop élevé et que son produit ne soit pas détourné dans les mains de quelques-uns. Le système de crédit national répond à cette double condition. Pour les utilisateurs de crédit, le développement du système bancaire national a indéniablement été un facteur de progrès. Les pratiques usuraires n'ont certes pas disparu, et les associations informelles de crédit marchent bien. Mais elles fonctionnent surtout pour le crédit à la consommation.

En 1988, le système bancaire s'est ouvert davantage au secteur privé, et les réglementations sur les banques ont été assouplies. Cependant, les années 1989 et 1990 ont été des années de surchauffe, et la banque centrale a durci quelque peu les réglementations, tandis que l'on assistait à des consolidations entre banques privées. En 1992, les banques privées dispensaient à peu près le tiers des prêts bancaires. Le nombre de banques privées dépassait alors la centaine.

Ce n'est que cette année-là qu'a été inaugurée la première banque islamique du pays. La banque islamique en est donc à ses débuts, et il n'est pas possible d'en donner une évaluation. Elle bénéficie de l'assistance de la Banque Islamique de Malaisie. Cet événement traduit bien l'évolution des idées sur la banque islamique dans la région : sans rien abandonner de sa politique de méfiance vis-à-vis des fondamentalistes, le gouvernement indonésien a satisfait une revendication des partis musulmans qui, après l'expérience malaysienne, n'effraient plus les milieux d'affaires. Ceux-ci ont été associés à la nouvelle banque, et on peut supposer que dans leur esprit, la banque islamique sert à répondre à une demande de produits ou services bancaires spécifiques, plutôt qu'à des objectifs religieux.

5. D'après M. Dawam Rahardjo (1983), *The Question of Islamic Banking in Indonesia*, Bangkok. Nous empruntons beaucoup à cet auteur dans ce descriptif historique.

■ La Banque Islamique de Brunei.

La seule banque appartenant à des nationaux, International Bank of Brunei, a modifié sa raison sociale en janvier 1993, et s'appelle maintenant The Islamic Bank of Brunei. Depuis cette date en effet, elle fonctionne en accord avec les principes islamiques et a signé un mémorandum avec la Banque Islamique de Malaisie qui lui fournit assistance sur les techniques bancaires islamiques et formation du personnel.

■ Philippines : la « Amanah Bank »

L'Amanah Bank des Philippines fut créée en 1973, pour promouvoir le développement du sud de l'archipel. C'est une initiative gouvernementale, une banque de développement régional dont la mise en place est en quelque sorte une réponse du gouvernement central à la rébellion musulmane. Sa première tâche a été de participer à la réhabilitation des régions touchées par la guérilla à Mindanao, Sulu et Palawan. Cette politique de reconstruction, avec des prêts pour la réinstallation de populations déplacées, voire de rebelles repentis, a imprimé à la banque une réputation d'institution à but social ou politique plutôt que strictement bancaire⁶.

Si la pratique bancaire de l'Amanah Bank n'a rien d'islamique en ses débuts, elle est cependant destinée aux Musulmans, ce qui est inscrit dans ses statuts, y compris en ce qui concerne le personnel employé par la banque. Mais un an après sa création, des instructions gouvernementales précisent que la banque fonctionnera selon les principes islamiques, c'est-à-dire sans intérêt et dans le partenariat. En réalité, l'objectif de ces instructions est d'attirer les investisseurs musulmans, en particulier de les amener à prendre des participations dans le capital de la banque. En effet, il était prévu que 50 % du capital de la banque serait détenu par le secteur privé, mais l'ouverture du capital aux privés (nationaux et étrangers) a rencontré fort peu de succès.

Plusieurs années après, des groupes d'étude furent mis en place pour mettre réellement en œuvre les principes financiers islamiques. En 1979, puis en 1981, après étude du fonctionnement des banques islamiques en Égypte et au Moyen-Orient, il fut prévu de procéder aux réformes techniques nécessaires pour que la banque fonctionne réellement comme une banque islamique. En réalité, le problème principal était les mauvaises performances de la banque, qui n'avait pas su convaincre la communauté musulmane de s'investir dans cet outil, et n'avait pas réussi à prendre son envol. Toujours selon son président, la banque n'avait même pas su profiter des opportunités d'investissement des régions sous sa responsabilité, ni attirer les investisseurs musulmans étrangers. Le personnel, moins bien payé que dans les autres établissements bancaires était démoralisé, et la vétusté des locaux et des moyens techniques donnait à la banque une image de marque très négative, celle d'une banque au rabais pour des citoyens de seconde zone.

■ Finances islamiques en Thaïlande

Avec une population de quelques 2,2 millions de musulmans, la Thaïlande ne compte aucune banque islamique nationale, si ce n'est des représentations de banques d'affaires de pays musulmans, dont l'activité ne repose en rien sur les principes de la finance islamique. Le conseil supérieur de l'Islam et les diverses institutions islamiques, qui bénéficient pourtant d'une reconnaissance officielle⁷, n'ont jamais réussi à mettre sur pied d'institutions à

6. Selon le commentaire de M.O. Mastura, président de l'Amanah Bank of Philippines dans les années quatre-vingts.

7. Le Conseil Supérieur de l'Islam est placé sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Les ministères de l'Éducation et de la Justice coiffent également des institutions islamiques dans leur domaine de compétence. Les comités islamiques des

but économique
nisme de crédit
est à l'origine
proposent cepen
obéir aux princ
sés financières
reconnues.

Les Musulm
sud, où ils com
toire, la langue
ont une longue
des politiques
tumes et jusq
période, les rev
nomiques et fi
lement servir
munauté des M
d'usage de la l

La plupart
nies, le mouv
engendre, s'es
minants pour
sud de la Thaï
l'expression d
preneurs d'or
domination.

La loi thaï
d'une banque
soumises à de
tives d'éparg
nismes n'ont
rative de Patt
matière finan
banque islam

8.3. LA BA

C'est don
est. C'est dai
riences men
la Banque Is

provinces coord
la Zakat, contrib
d'apaisement du
ment nationalist
8. Il s'agit en ré
9. Dulyakasem l

but économique au niveau national ou inter-provincial. En particulier, il n'y a pas d'organisme de crédit pour les candidats au pèlerinage, alors que c'est ce type d'organisation qui est à l'origine de la Banque Islamique en Malaisie (certaines grandes banques de la place proposent cependant des comptes d'épargne spéciaux pour les Musulmans, sans cependant obéir aux principes de la banque islamique). Il y a même eu dans le passé des pèlerins abusés financièrement par des officines qui ne relevaient pas des organisations musulmanes reconnues.

Les Musulmans forment cependant la majorité de la population des quatre provinces du sud, où ils composent une communauté homogène sur le plan culturel. Rattachés par l'histoire, la langue et la religion à la Malaisie voisine, les Musulmans du sud de la Thaïlande ont une longue histoire de lutte pour la défense de leur identité, et ont subi à maintes reprises des politiques d'intégration forcée qui touchaient à leur religion, leur langue, leurs coutumes et jusqu'à leurs noms. Bien qu'exploités économiquement pendant une longue période, les revendications d'autonomie n'ont porté que marginalement sur les aspects économiques et financiers (à part une revendication ancienne de voir les impôts collectés localement servir au développement de la région). Les principales revendications de la communauté des Musulmans du sud de la Thaïlande ont surtout porté sur la liberté de culte et d'usage de la langue malaise⁸, notamment à l'école.

La plupart des Musulmans du sud sont paysans, mais lors de ces deux dernières décennies, le mouvement d'urbanisation, avec les différenciations socio-économiques qu'il engendre, s'est accéléré. Ces changements, avec les progrès de l'éducation, ont été déterminants pour l'émergence des expressions modernes du nationalisme musulman dans le sud de la Thaïlande⁹. Les revendications économiques qui y sont associées sont davantage l'expression de classes moyennes urbanisées, et économiquement dominées par des entrepreneurs d'origine chinoise, que des petits agriculteurs qui subissent pourtant la même domination.

La loi thaïlandaise sur les institutions de crédit est extrêmement restrictive, et la création d'une banque, de même que l'implantation de représentations de banques étrangères sont soumises à des autorisations particulières. Il faut noter cependant l'existence de « coopératives d'épargne » provinciales (celle de Pattani fut enregistrée en 1987), mais ces organismes n'ont pas le droit de se livrer à des activités bancaires à proprement parler. La coopérative de Pattani fonctionne sans intérêt, et cherche à respecter les principes islamiques en matière financière. Les responsables économiques musulmans espèrent toutefois créer une banque islamique dans l'avenir à partir de cette expérience.

8.3. LA BANQUE ISLAMIQUE EN MALAISIE

C'est donc la Malaisie qui est la figure de proue de la banque islamique en Asie du sud-est. C'est dans ce pays qu'a été créée la première banque islamique de la région, et les expériences menées ailleurs, à l'exception de l'expérience philippine, l'ont été dans le sillage de la Banque Islamique de Malaisie.

provinces coordonnent ces activités auprès de la population musulmane. Ils s'occupent également de percevoir et redistribuer la Zakat, contribution volontaire pour l'aide aux démunis. Cette organisation fut mise en place en 1946, lors de la politique d'apaisement du gouvernement de Pridi, après des années de tensions dues à la politique de thaïsation forcée du gouvernement nationaliste du maréchal Phibul Songkhram.

8. Il s'agit en réalité d'un dialecte malais, le jawi, toujours écrit en caractères arabes.

9. Dulyakasem Uthai (1986).

8.3.1. Le contexte culturel et politique

■ Islam, institutions et identité malaise

Sous le protectorat anglais, une forte immigration chinoise et indienne a bouleversé l'équilibre ethnique, au point qu'au moment de l'indépendance, les Malais de souche formaient un peu moins de la moitié de la population de la Malaisie péninsulaire. Les partis malais firent cependant inscrire l'Islam comme religion d'État dans la constitution, tout en garantissant la liberté des autres cultes. Il s'agit d'une référence de principe, à l'instar de pays comme l'Irlande ou l'Argentine qui ont une référence à la religion catholique dans leur constitution, et ne suffit pas à créer un État musulman. De vifs débats opposèrent les deux principaux partis malais sur l'opportunité d'établir un État musulman, et d'élargir les règles islamiques de conduite à toutes les sphères de la société. Officiellement, l'État, sans être laïc, est neutre sur le plan de la religion. Cependant, les écoles islamiques sont subventionnées par l'État, les imams sont fonctionnaires et l'État intervient fréquemment dans les affaires religieuses. Mais le fonctionnement de l'appareil d'État repose sur des principes non religieux, reconnus par les non-Musulmans.

Plusieurs États de la Fédération ont des constitutions qui instituent l'Islam comme religion officielle, et le mouvement a tendance à s'étendre. Les Sultans sont également chefs religieux, et sont assistés d'un conseil d'imams qui statuent sur de nombreuses affaires religieuses ou de droit civil (mariages, divorces, successions, gardes d'enfants, etc.). Cependant, en droit civil, la loi fédérale prime et de plus, les réglementations édictées par les autorités religieuses des États ne sont pas applicables aux non-Musulmans.

Cette dualité des principes religieux et du fonctionnement séculier de l'appareil d'État, ainsi que celle découlant de la structure fédérative du pays pose des problèmes constamment et forme l'essentiel du débat politique en Malaisie. En 1969, K.J. Ratnam remarque qu'il s'agit principalement d'un débat entre Malais, qu'il ne recouvre pas de clivage entre différentes tendances religieuses (les Malais sont tous sunnites), et qu'en fin de compte, il se ramène à un débat entre modernes et traditionnels¹⁰. Peut-être ce dernier point de vue peut-il, maintenant, être remis en question avec la recherche d'une philosophie musulmane adaptée à la société contemporaine, courant qui connaît quelque succès auprès des élites, notamment intellectuelles. Loin de vouloir revenir en arrière, ce courant propose une alternative moderne à la culture matérialiste dominante : la banque islamique en est une illustration, puisque c'est précisément l'image qu'elle se donne.

Les thèses panislamiques, au moins dans leur expression politique, sont le plus souvent liées à la défense de l'identité ethnique malaise. Dès l'indépendance, des mesures spéciales favorisant les habitants de souche malaise (ou Bumiputera, en malais « fils du sol ») sont adoptées¹¹. Dans le même temps, la Fédération de Malaisie cherche à éveiller un sentiment national parmi ses habitants, ce qui est pour une grande partie d'entre eux incompatible avec le prosélytisme religieux. Les Malais n'acceptent pas tous l'Islam : certains ne sont pas musulmans (les deux États de Bornéo comptent une forte proportion de chrétiens) et bon nombre de Malais d'éducation musulmane sont favorables à une séparation des affaires religieuses de celles de l'État. Même la philosophie du Bumiputrisme pose problème : tous les Bumiputeras ne sont pas malais (les Orang Asli en Malaisie péninsulaire, les Kadazans, Ibans et autres à Bornéo sont des groupes indigènes non malais) et certains ne sont pas musulmans.

10. Ratnam K.J. (1969).

11. Parmi ces mesures, il y a obligation pour les banques d'accorder un certain pourcentage de leurs prêts (30 % en 1992) à des Malais.

Chandra
tible avec l'
pal parti d'o
comme étan
de lutte pou
allaient de
renaissance
Malais a réc
tenant une
quelques an
Chariah soi
contexte qu

■ L'origine

Il existe
financières.
Zakat, cont
part, un fon
par la réur
Managemen
mique et ei

En 1980
banque isl
tan, et dans
banque isl
du comité

La créa
banques is
cadre juric
que les au
Centrale (
banques a
sur la prat

Pour le
premier p
tique en se
question c
une alterr
l'enseign
supériorit

12. Abu Bak.
(donc pluri-
13. La Banq
grims Mana;
de la Banqu
francs) et pl
en bourse et
sources et ac

Chandra Muzaffar (1979) remarque en outre que l'esprit de communauté est incompatible avec l'Islam qui est une religion universelle. Dans la jeunesse et avec le PAS, principal parti d'opposition, on va même jusqu'à renier les politiques nationalistes (pro-malaises) comme étant en contradiction avec les principes de l'Islam. Alors que pendant la période de lutte pour l'indépendance, défense de l'Islam et affirmation des intérêts des Malais allaient de pair, on en vient à l'heure actuelle à une confrontation idéologique due à la renaissance du courant islamique en Malaisie¹². La politique de promotion systématique des Malais a réduit les disparités si bien que le nationalisme malais ne se trouve plus être maintenant une cause mobilisatrice qui puisse faire pièce au renouveau de l'Islam. Depuis quelques années, le gouvernement en est ainsi venu à adopter des mesures inspirées de la Chariah sous la pression de l'opposition ou de divers groupes sociaux. C'est dans ce contexte que se situe le développement de la banque islamique.

■ L'origine de la Banque Islamique de Malaisie

Il existe depuis longtemps en Malaisie des institutions islamiques ayant des activités financières. Ainsi, le *Muslim Welfare Organisation* est chargé de la redistribution de la Zakat, contribution obligatoire des Musulmans destinée à la protection sociale. D'autre part, un fonds pour aider les pèlerins désirant se rendre à La Mecque a été institué en 1969, par la réunion d'organismes publics chargés de l'organisation du pèlerinage (*Pilgrims Management and Fund Board*). Ces deux organisations sont à l'origine de la Banque Islamique et en sont les principaux actionnaires¹³.

En 1980, le gouvernement met sur pied un comité chargé d'étudier la faisabilité d'une banque islamique en Malaisie, à la lumière des expériences au Moyen-Orient et au Pakistan, et dans l'environnement juridique local. Ce comité recommande l'établissement d'une banque islamique et donne des avis sur le cadre juridique nécessaire. Les recommandations du comité vont être suivies par le gouvernement.

La création de la Bank Islam Malaysia Berhad fut donc précédée d'une loi sur les banques islamiques votée par le Parlement à la fin de l'année 1982. Cette loi fournit un cadre juridique pour les opérations de la Banque, mais la soumet aux mêmes obligations que les autres établissements bancaires. Elle est notamment sous contrôle de la Banque Centrale (qui sera par ailleurs actionnaire à ses débuts). En 1989, une loi unique sur les banques a remplacé les textes précédents, tout en maintenant des dispositions particulières sur la pratique bancaire islamique.

Pour les politiciens comme pour les penseurs d'obédience islamique, ce n'était là que le premier pas d'une islamisation de l'économie. La démarche reste cependant très pragmatique en ses débuts. Dans un environnement dominé par la pratique de l'intérêt, il n'est pas question de jeter l'anathème sur un système qui a fait ses preuves, mais plutôt de proposer une alternative qui permette aux Musulmans d'accorder leurs pratiques économiques à l'enseignement de la Chariah. Il est espéré que la banque islamique pourra démontrer sa supériorité et qu'à long terme la pratique de l'intérêt disparaîtra complètement.

12. Abu Bakar Mohamad, in Abdulah T. et Siddique S., (eds). Ajoutons que la recherche d'une identité nationale malaysienne (donc pluri-ethnique et pluri-religieuse) est encore plus contradictoire avec le panislamisme.

13. La Banque Islamique n'a pas repris pour autant les attributions de ces organismes qui ont gardé leur autonomie. Le *Pilgrims Management and Fund Board* est une institution financière à part entière, dont les activités sont placées sous le contrôle de la Banque Centrale. À la fin de l'année 1992, il avait des ressources de l'ordre de 1,7 milliard de ringgits (3,9 milliards de francs) et plus de 2 millions de déposants (sur une population de près de 19 millions d'habitants). Le Fonds place cet argent en bourse et a versé en 1992 un « bonus » de 8 % à ses déposants. Il est à noter que le volume des activités du Fonds (ressources et actif) sont du même ordre de grandeur que ceux de la Banque Islamique (voir Bank Negara, Annual Report 1992).

De fait, des mesures d'élargissement des pratiques islamiques ont été prises récemment. La plus importante dans le domaine bancaire est l'autorisation pour les banques commerciales ordinaires d'offrir à leur clientèle des comptes sans intérêts, selon les mêmes principes que la Banque Islamique : partage du profit et partenariat. Trois des plus grandes banques commerciales ont ainsi été habilitées à offrir des « produits financiers islamiques », au nombre de sept, qui incluent comptes courants et comptes d'épargne, épargne logement, crédit à l'achat de véhicules, etc. Il s'agit donc d'un élargissement important du principe bancaire islamique, dont il est difficile de mesurer actuellement l'impact.

8.3.2. La Bank Islam Malaysia Berhad

■ Statut et actionnaires

La Bank Islam Malaysia Berhad (BIMB) fut donc créée en juillet 1983 et demeure à ce jour la seule banque islamique du pays. C'est une société anonyme (*Berhad*). Lors de sa création, les premiers actionnaires furent des organismes gouvernementaux ou des institutions islamiques exclusivement. Au lancement de la banque, sur un capital autorisé de 500 millions de ringgits¹⁴, 80 millions furent effectivement émis. Le Gouvernement souscrivit 37,5 % du capital, les deux organismes musulmans à l'origine de la banque 18 %. Les autres actionnaires étaient les conseils religieux des États de la fédération et diverses agences fédérales.

Ouvert au secteur privé y compris aux actionnaires individuels, la souscription n'a pas rencontré initialement le succès escompté. Cependant, au fil des ans, il y a eu une diversification des actionnaires. Aujourd'hui, la Banque Islamique compte près de neuf mille actionnaires. Les dix principaux actionnaires détiennent plus des trois quarts des parts. En 1993, le principal actionnaire est le Ministère des Finances, avec 16 % du capital. Le Fonds des pèlerins possède 13 % des parts. Depuis la création de la banque, le capital souscrit est passé à 133,4 millions de ringgits (300 millions de francs), et l'actionnariat a été étendu. La banque reste cependant propriété publique, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions religieuses publiques. En 1993 (au 30 juin, fin de l'année financière), le dividende versé par la banque a été de 8 %, contre 6 % en 1992.

La banque dispose d'un conseil de supervision dont la tâche est de vérifier la conformité des opérations de la banque avec les principes islamiques. Le rôle de ce conseil est statutaire, inscrit dans la loi, et sa fonction de contrôle effective. Il doit notamment approuver les comptes annuels. Ses six membres, dont la nomination doit être validée par le ministre des Finances, sont des juristes et économistes universitaires (des universités islamiques).

La BIMB est au centre d'un groupe qui comprend une société de leasing, une société d'assurance et une société chargée de la gestion des biens du groupe. L'ensemble du groupe de la Bank Islam compte un millier d'employés, dans plus de trente succursales.

■ Fonctionnement

Il existe trois types de comptes : comptes courants, comptes d'épargne et comptes d'investissement. Les comptes courants sont équivalents à ce que l'on trouve dans d'autres banques, non islamiques. Les comptes d'épargne sont rémunérés par un profit déterminé ex-post par la banque. En 1993, le taux a été de 4 % (3,65 % en 1992)¹⁵. Les comptes d'investissement, qui représentent la majorité des dépôts, sont des comptes d'épargne bloquée à court ou moyen terme, le terme s'étageant de un à soixante mois (il y a un choix de

14. Le ringgit ou dollar malaysien est égal à 2,3 francs.

onze termes
mois et 8,3
comptes so
1992, le ta
BIMB. Cel
se situe pas

Au 30 j
francs), en
sants marqu
été marqué
actuelle, le
des dépôts,
de 9,5 % (e

Les tech
mis en plac
Lors des pr
fit générée
pour le cli
ciant pour
tiale. Dans
puis lui rev
sualités.

Ces opé
opérations
liard de rin

Al-B
Al-M
Al-I
Autr

Source : BIMB

La Ban
des clients
banque au
Avec Al-M
avec son c
banque en
plus grand

15. Ce taux e
nombreuses b
commerciales

LA BANQUE ISLAMIQUE EN MALAISIE

onze termes). Les taux de profit sont de 5,1 % pour les comptes à un mois, 6,4 % pour douze mois et 8,3 % pour soixante mois (au 30 juin 1993). Plus de 90 % des dépôts dans ces comptes sont à moins d'un an. Ces taux sont nettement inférieurs à ceux du marché : en 1992, le taux à 12 mois était de 7,8 % dans les banques commerciales, contre 5,84 % à la BIMB. Celle-ci cherche cependant à combler la différence, même si théoriquement elle ne se situe pas dans une perspective de compétition dans ce domaine.

Au 30 juin 1993, les dépôts s'élevaient à 1,6 milliard de ringgits (3,7 milliards de francs), en augmentation de 22 % par rapport à l'année précédente. Ces résultats satisfaisants marquent une reprise depuis deux ans, mais les années antérieures avaient au contraire été marquées par une baisse des dépôts. Le nombre de comptes était de 362 000. À l'heure actuelle, les agences et institutions gouvernementales possèdent environ 30 % (en valeur) des dépôts, alors que la moyenne nationale pour l'ensemble des banques commerciales est de 9,5 % (en 1992).

Les techniques de prêts et de gestion sont directement inspirées des principes théoriques mis en place par les penseurs musulmans et appliqués par les banques islamiques arabes. Lors des prêts pour un investissement, la banque fournit le capital et prend une part du profit généré par l'investissement. La répartition du profit est de 30 % pour la banque et 70 % pour le client. Le partenariat est également pratiqué, la banque et un entrepreneur s'associant pour un projet et partageant bénéfices ou pertes au prorata de leur participation initiale. Dans le cas d'acquisition de logement, la banque achète le logement pour son client puis lui revend avec une marge de profit. Elle autorise ensuite son client à payer par mensualités.

Ces opérations de financement portent les noms arabes utilisés ailleurs. Les principales opérations sont présentées ci-dessous, pour un total de prêts légèrement supérieur à un milliard de ringgits, au 30 juin 1993, contre 830 millions en 1991.

Tableau 2 : BIMB : Principaux types de financement des clients

	1993	1991
Al-Bai Bithaman Ajil	68,8 %	71,9 %
Al-Murabahah	16,9 %	12,9 %
Al-Ijarah	9,9 %	12,7 %
Autres	4,4 %	2,6 %

Source : BIMB : Annual Report, 1992 et 1993.

La Banque Islamique récuse le terme de « prêt » et lui substitue celui de « financement » des clients. Al-Bai Bithaman Ajil est le paiement par mensualités d'un actif acheté par la banque au profit de son client. Ce système est utilisé notamment pour les prêts au logement. Avec Al-Murabahah, la banque finance jusqu'à 100 % du capital et s'entend préalablement avec son client pour le partage du profit généré par l'investissement. En cas de perte, la banque en supporte l'intégralité. Ce système est en progression et dénote une participation plus grande au financement d'entreprises. Al Ijarah est un système de leasing.

15. Ce taux est supérieur au taux de base des banques commerciales pour le même type de compte (3,25 %). Cependant, de nombreuses banques offrent des taux supérieurs à partir d'un certain montant déposé. Le taux moyen pondéré des banques commerciales était de 4,39 % par an à la fin de l'année 1991.

LES BANQUES ISLAMIQUES EN ASIE DU SUD-EST

La BIMB est de fait spécialisée dans les petits prêts. 93 % des prêts sont inférieurs à 100 000 ringgits (230 000 FF). Peu présente dans le secteur agricole à l'instar des autres banques commerciales, la BIMB est par contre plus impliquée que la moyenne dans les prêts à l'industrie, qui absorbe 30 % des prêts en 1991 (24 % en moyenne pour les banques commerciales), et moins présente dans les prêts aux secteurs du commerce et des services (14 % des prêts contre 26 % en moyenne nationale). La part de l'industrie tend à s'accroître (35 % en 1993). 30 % des prêts sont destinés à financer des logements, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale.

L'un des défis de la banque islamique est de mettre au point des techniques plus élaborées, notamment dans ses relations avec d'autres banques (prêts interbancaires) ou pour intervenir sur le marché des capitaux, tout en respectant les principes islamiques. L'élargissement des principes islamiques à d'autres banques et la bienveillance de la Banque Centrale dont l'objectif est de créer un véritable secteur bancaire islamique lui facilitent la tâche.

■ Place de la BIMB dans le système bancaire national et perspectives

La place de la Banque Islamique de Malaisie dans le système bancaire malaysien est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Quelques indicateurs des banques commerciales nationales et de la Bank Islam Malaysia Berhad, 1992

Indicateurs	Ensemble des banques	BIMB	%
actif (millions de Ring.)	175 600	1 750	1,0
dépôts (millions de Ring.)	112 547	1 466	1,3
prêts (millions de Ring.)	105 720	1 004	0,9
agences	979	32	3,3
employés	40 038	855	2,1

Source : Bank Negara Malaysia : Annual Report 1992 et Bank Islam Malaysia Berhad : Annual Report 1993. Données à la fin 1992 pour l'ensemble des banques ; moyenne juin 1992-juin 1993 pour la BIMB.

La Banque Islamique de Malaisie a donc une position marginale. Elle occupe 1 % du marché bancaire (des banques commerciales). Parmi les seules banques nationales, c'est-à-dire en ne comptant pas les opérations des banques étrangères installées en Malaisie, la BIMB a collecté 1,7 % des dépôts, et octroyé 1,3 % des prêts. Le décalage entre dépôts et prêts dénote une gestion extrêmement prudente, qui ne s'explique que par le jeune âge de la BIMB. Celle-ci doit encore faire ses preuves et ne peut se permettre de prendre des risques.

Cependant, la Banque Islamique a eu de bons résultats ces deux dernières années. Les dépôts ont augmenté de 22 % (moyenne nationale : 17 %), et son bénéfice avant impôt est de 67 %, comparé à 18,5 % pour l'ensemble des banques commerciales. Elle a une politique dynamique d'ouverture d'agences (un nouveau programme de mini-agences avec deux employés seulement devrait multiplier la présence de la banque sur le terrain). Elle commence maintenant à développer un réseau de distributeurs automatiques.

Comme on l'a vu, l'institution d'une banque islamique n'est pas le début d'une croisade, mais plus simplement la mise à disposition de services financiers en conformité avec les principes religieux d'une partie de la population. Plus prosaïquement, les dirigeants de la BIMB raisonnent en termes de produits alternatifs offerts à la clientèle. S'ils n'ont plus

l'exclusivité de leur clientèle nationale, la BIMB ne peut pleinement servir sa clientèle nationale. Il ne faut pas faire aussi vite sur les taux de rendement après quelq

8.4. CONCLUSION

La banque islamique de Malaisie a dixième anniversaire. Elle est en plein boom. Les banques islamiques dominent par leur caractère musulmanisme, et c'est

Les banques islamiques cherchent à développer pour la génération des économistes.

Bibliographie

ABDULLAH, M. (1992) *Bank Islam Malaysia Berhad*. Kuala Lumpur: Bank Islam Malaysia Berhad.

N.

A.

15

D.

TJ

ARIFF M. (1992) *Bank Islam Malaysia Berhad*. Kuala Lumpur: Bank Islam Malaysia Berhad.

CONCLUSION

l'exclusivité de ce type de produits depuis 1992, ils cherchent à répondre aux aspirations de leur clientèle en améliorant leur qualité, et singulièrement le taux de profit. Au niveau national, la BIMB se considère comme l'outil d'une diversification du système financier. Jouant pleinement la concurrence, les dirigeants de la banque cherchent également à attirer la clientèle non musulmane. Dans l'immédiat, la Banque Islamique doit prouver qu'elle peut faire aussi bien que les banques conventionnelles, que ses produits sont compétitifs, et que les taux de profit qu'elle propose sont attractifs, ce qu'elle réussit mieux depuis deux ans après quelques désillusions.

8.4. CONCLUSION

La banque islamique en est donc à ses débuts en Asie du sud-est : la Banque Islamique de Malaisie, la plus vieille institution de ce type dans la région, vient juste de fêter son dixième anniversaire. Elle commence à faire des émules mais la place des banques islamiques dans le système bancaire en Asie du sud-est est encore marginale dans une région en plein boom économique où le secteur bancaire est évidemment très dynamique. Les banques islamiques sont des expériences isolées, au sein d'un marché du crédit largement dominé par les principes non musulmans, et ce même lorsque l'État professe une idéologie musulmane. Cela a amené les banques islamiques à faire preuve de beaucoup de pragmatisme, et c'est probablement la condition de leur expansion à venir.

Les banques islamiques ont réussi à se faire accepter, justement parce qu'elles cherchaient à affirmer leur individualité dans des économies fonctionnant selon les principes capitalistes, dans des marchés où les taux d'intérêt ont un rôle moteur. Plutôt que de remettre en cause de façon véhémente cet environnement, les banques islamiques ont joué le jeu de la concurrence imposé par leurs gouvernements. Dans un contexte de croissance rapide et de bouleversement des structures sociales, la mise en place d'institutions bancaires islamiques ne correspond pas à une remise en cause du système. Au contraire, elles cherchent à y participer, remettant à plus tard l'affirmation de l'universalité de leurs principes. Les banques islamiques se posent en alternative à certaines dérives d'un mode de développement qui est par ailleurs globalement accepté. Malgré les pressions politiques pour la généralisation de pratiques économiques en conformité avec la Chariah, aucun gouvernement de pays musulman ne semble prêt à remettre en cause le fonctionnement actuel des économies pour des raisons religieuses ou idéologiques.

Bibliographie

ABDULLAH T. et SIDDIQUE S., (eds), *Islam and Society in Southeast Asia*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore.

Notamment :

ABU BAKAR M., « Islam and Nationalism in Contemporary Malay Society », pp. 155-174.

DULYAKASEM UTHAI : « The Emergence and Escalation of Ethnic Nationalism : The Case of the Muslim Malays in Southern Siam ».

ARIFF M. (ed.), (1988), *Islamic Banking in Southeast Asia*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore.

LES BANQUES ISLAMIQUES EN ASIE DU SUD-EST

Notamment :

ARIFF M., « Islamic Banking : A Southeast Asian Perspective », pp. 194-212.

FAROUK O., « The Muslims of Southeast Asia : An Overview », pp. 5-33.

MAN Z., « Islamic Banking : The Malaysian Experience », pp. 67-102.

MANNAN M.A., « The Islamic Development Bank and Economic Development in Southeast Asia », pp. 172-193.

MASTURA M. O., « Islamic Banking : The Philippine Experience », pp. 103-136.

PITSUWAN S., « The Islamic Banking Option in Thailand », pp. 164-171.

RAHARDJO M. D., « The Question of Islamic Banking in Indonesia », pp. 137-163.

Bank Islam Malaysia Berhad, *Annual Report 1992 et 1993*.

Bank Negara Malaysia (Banque Nationale de Malaisie), *Annual Report 1992*.

DEN TOHMEENA (1989), *The History of the Office of the Provincial Islamic Committee of Pattani*, Bangkok.

Far Eastern Economic Review, 23 septembre 1993 (Focus : Banking in Asia) ; 22 avril 1993 (Focus : Indonesia Trade and Investment).

HALL D.G.E., (1981, 4th ed.), *A History of South-East Asia*, Macmillan Education Ltd, London.

Investor Digest, avril 1993, « Jaffar's dream » et « Bank Gains Recognition », Kuala Lumpur.

MUZAFFAR C., (1979), *Universalism of Islam*, Aliran, Penang.

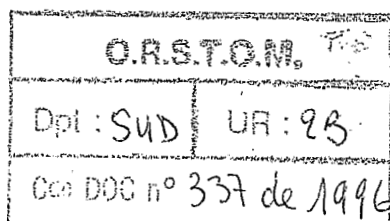
RATNAM K.J., (1969), « Religion and Politics in Malaysia » in R.O. Tildman ed, *Man, State, Society in Contemporary Southeast Asia*, Praeger Publishers, New York,

UNIVERSITÉS FRANCOPHONES



FINANCE
ET DÉVELOPPEMENT
EN PAYS D'ISLAM

sous la direction de
Pierre Traimond
Maître de conférences
à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne



EDICEF

58, rue Jean-Bleuzen
92178 VANVES Cedex

Dans la série ÉCONOMIE, GESTION
(EDICEF-AUPELF)

Comptabilité privée (*G. Castellino, P. Romelaer*)

Le marché des changes et la zone franc (*D. Marteau, X. Bruckert, D. Tang*)

Pratiques du marketing en Afrique (*R. de Maricourt, A. Ollivier*)

Gestion financière de l'entreprise et développement financier (*E. Cohen*)

Dettes extérieures et ajustement structurel (*M. Raffinot*)

Analyse économique et stratégie d'entreprise (*D. Soulié*)

La maîtrise des budgets dans l'entreprise (*H. Bouquin*)

Monnaie et banques en Afrique francophone (*J. Mathis*)

Finance et développement en pays d'Islam (*P. Traimond*)

(NEAS-AUPELF, diffusion EDICEF)

Économie politique pour l'Afrique (*M. Diouf*)

Diffusion HACHETTE DIFFUSION INTERNATIONALE ou ELLIPSES selon pays

© EDICEF, 1995

ISBN 2-84-129017-4

ISSN 0993-3948

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie (3, rue Hautefeuille - 75006 Paris).

Cette reproduction par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

La
tiel
l'ens
les S
fique
Li
Univ
gnant
des é
à une

Cc
• Les
s'adre
consti
enseig
• Scie
synth
• Actu
organ
• Pro
réflex
conter
• Enfi
franco

No
scienc
cemen
plurili